



Introduction

Timothy Whitton

► To cite this version:

Timothy Whitton. Introduction. Timothy WHITTON. Le New Labour et l'identité britannique, Observatoire de la Société Britannique; Université du SUD Toulon-Var, pp. 11-31., 2008, 5, 2-9726-37457. hal-01018346

HAL Id: hal-01018346

<https://uca.hal.science/hal-01018346>

Submitted on 4 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

OBSERVATOIRE
DE LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE

Le New Labour et
l'identité britannique

N°5 - février 2008

Observatoire de la société britannique

**Le *New Labour* et l'identité
britannique**

Sous la direction de
Timothy WHITTON

N° 5 – février 2008

SOMMAIRE

Timothy Whitton	
Introduction	11
Phyllis Starkey	
British identity – community cohesion and embracing diversity	31
Olivette Otele	
Multiculturalisme et régionalisme : les apories d'une identité britannique au pays de Galles	49
Catherine Curran-Vigier	
From multiculturalism to global values: how New Labour set the agenda	65
Donia Touihri-Mebarek	
Les nouveaux travaillistes et la réforme de la procédure de naturalisation: quels enjeux pour l'identité nationale ?	81
Hugh Starkey	
Education for citizenship, diversity and 'Britishness' 1997-2007	95
Maroussia Raveaud	
Citoyens, oui – mais de quoi ? L'éducation à la citoyenneté en quête de sens	109
Romain Garbaye	
Vers la fin du multiculturalisme ? Eléments de réflexion sur les débats britanniques après 2005	125
Marie-Annick Mattioli	
L'introduction de la carte d'identité en Grande-Bretagne par le New Labour	141
Emma Bell	
Tolerance and punitiveness in New Britain: two sides of the same coin?	163

Serge Auffret

Great expectations and the moment of truth :
New Labour, national identity, religion and
war 177

Guillaume Clément

De *Britpop* à *Cool Britannia* : une identité
britannique revue et corrigée par le New
Labour 195

Jean-Philippe Fons

La redefinition du role de l'État : une nouvelle
identité britannique ? 211

Keith Dixon

Blair, Brown and Britishness: the end of an
old song? 227

Gilles Leydier

Gordon Brown, chantre de la britannicité 239

Virginie Barrier-Roiron

Le New Labour et l'identité britannique dans
le monde : continuité ou rupture ? 257

Karine Tournier-Sol

Identité britannique et identité européenne
dans la politique du New Labour 273

Recensions 285

T. Whitton : Introduction

Observatoire de la société britannique
N°5 – 2008

Introduction

Timothy Whitton

L'Observatoire de la Société Britannique a choisi de consacrer son cinquième colloque international à la question de l'identité britannique. L'objectif était de donner la parole à un panel d'experts pour étudier l'évolution de cette identité depuis l'arrivée au pouvoir du *New Labour* en 1997. Si au début Tony Blair a su tirer un certain profit de « *cool Britannia* » pour bâtir son projet politique, dans quelle mesure cette image si chère au *New Labour* d'une Grande-Bretagne jeune et dynamique a-t-elle vraiment contribué à refaçonner l'identité britannique ? Ou bien le néo-nationalisme du *New Labour* n'est-il qu'une stratégie de circonstance pour souligner son opposition par rapport au Royaume-Uni sclérosé et archaïque des *Tories* ? À cet égard, peut-on considérer que les repères institutionnels traditionnels demeurent toujours pertinents ?

Il est incontestable que le débat sur la « britannicité » a été brutalement relancé après les événements de juillet 2005 qui ont, par ailleurs, fortement ébranlé les certitudes multiculturalistes britanniques. Tony Blair et son successeur au poste de Premier ministre, Gordon Brown, ont dû revoir leurs visions respectives de l'identité nationale et d'une certaine manière engager, dans ce débat, la responsabilité de l'État. Tous deux savent que la page post-impériale a été définitivement tournée et que la place de la Grande-Bretagne dans le monde sera déterminée par l'action future plutôt que par le passé, aussi « glorieux » soit-il. Mais compte tenu des rivalités qui existent entre les différentes composantes de la Grande-Bretagne, on peut se demander si son statut

revendiqué d'État multiculturel, multiethnique et multinational ne cache pas des faiblesses internes témoignant d'une véritable fragilité de l'identité nationale. Si tel est le cas, quelle place doit-on accorder à la diversité culturelle grandissante, source à la fois de divisions et de cohésion selon la manière dont on choisit de (re)bâtir l'identité nationale? En l'absence d'une constitution écrite définissant précisément les rôles respectifs de chacun, les gouvernements britanniques disposent, en effet, d'une grande marge de manœuvre dans leur action. D'où la possibilité de faire preuve de la plus grande imagination pour affronter l'obligation qui leur incombe de proposer un avenir où se mêlent forcément des objectifs patriotiques et un sens de la destinée sur la scène internationale. Mais pour relever les défis de la mondialisation, dans quelle mesure cette imagination sera-t-elle subordonnée aux exigences de l'économie plutôt qu'à celles des revendications identitaires ?

Les différentes contributions de cette publication tentent de répondre à ces questions en évoquant notamment la compatibilité entre les besoins d'accueillir sur le sol de la Grande-Bretagne des populations d'origines très diverses et les pré-requis évidents d'intégration au cœur de la société britannique. Le *New Labour* mise beaucoup sur les valeurs partagées qui, selon lui, permettent de définir les responsabilités qui accompagnent la citoyenneté et participent de la relation entre l'État, la communauté et l'individu. Ainsi, le multiculturalisme, malmené depuis 2005, peut être réhabilité et montrer la voie pour permettre aux différentes populations et cultures de dessiner les contours d'un objectif commun. On suggère même qu'il s'agit là de la meilleure façon pour la Grande-Bretagne de relever les défis de la mondialisation.

La contribution de Phyllis Starkey, députée en exercice, analyse l'identité britannique par le biais d'un bilan des points de convergence entre le projet politique qui a propulsé le *New Labour* au pouvoir en 1997 et les attentes des électeurs de sa circonscription. La députée est en effet idéalement placée pour confronter les progrès revendiqués par son parti aux préoccupations exprimées par ses administrés. Le penchant prononcé du *New Labour* pour l'internationalisme pouvait faire craindre que les Britanniques ne s'interrogent sur leur propre place dans le monde et partant, sur leur identité. De la même manière, si Phyllis Starkey est convaincue que la plupart des Britanniques ont intégré la dimension désormais « multiculturelle, multiethnique, multiconfessionnelle et multinationale » de leur pays, elle constate que

cette diversité ne les empêche pas d'être en quête permanente d'une identité par rapport à toutes celles qui, au fil du temps, semblent s'imposer à eux. La redéfinition du concept de l'identité nationale participe de la rupture voulue par le *New Labour* non seulement par rapport au précédent gouvernement conservateur, mais également au *Old Labour*. Pour espérer avoir une chance d'emporter les élections législatives, le parti de Tony Blair se devait de construire une image de parti moderne et progressiste capable à la fois de défendre les valeurs traditionnelles du travaillisme mais en tenant compte de la nouvelle organisation de l'économie mondialisée. Or, dans la mesure où le *New Labour* veut rompre avec les habitudes du passé, la question de l'identité nationale n'est pas un débat réservé exclusivement aux théoriciens, mais également aux hommes et femmes politiques : la crédibilité du parti ne se trouve plus dans des choix idéologiques mais repose essentiellement sur l'action politique sur le terrain. Celle-ci est d'une importance capitale pour souligner la force représentée par la pluralité des nationalités et elle est indispensable lorsque les attentats de 9/11, 7/7 et 21/7 fragilisent les certitudes identitaires les plus élémentaires. Depuis, des efforts particuliers ont été consentis afin d'améliorer la cohésion entre les différentes communautés présentes sur le sol britannique. Selon le *New Labour*, la diversité peut faire la force à la condition que chaque acteur puisse contribuer à la cohésion nationale à hauteur de ses propres responsabilités vis-à-vis de ses concitoyens. Par-dessus tout, la députée est convaincue qu'il faut éviter de définir avec précision l'identité nationale car toute définition serait forcément exclusive. Il vaut mieux faire confiance à l'« ambiguïté constructive » du concept de l'identité nationale qui permet de mettre en valeur le potentiel de chacun plutôt que de souligner sa différence.

Olivette Otele s'interroge sur l'impact des minorités ethniques au pays de Galles sur la politique multiculturaliste du Parti travailliste. Elle constate que cette question a été largement occultée par l'accession – même partielle – à l'autonomie régionale. En s'appuyant sur les conclusions du rapport Parekh publié en 2000, Olivette Otele évoque l'historiographie de l'identité galloise. Le rapport est formel et souligne la nécessité impérieuse de rendre hommage à toutes les communautés qui ont contribué à forger une identité galloise et, par voie de conséquence, britannique. Parekh a ainsi relancé le débat sur l'identité britannique et le multiculturalisme, sur l'opposition et la complémentarité entre les deux. Les principales formations politiques ont toutes réagi par rapport à ce débat surtout lorsque les événements majeurs comme 9/11 et plus récemment 7/7 les acculèrent à une

profonde remise en question sur le thème de l'identité nationale. De fait, la définition de l'identité est en constante évolution, une construction qui n'est jamais terminée car elle s'érige sur la dynamique de la différence. Cette hypothèse lui permet de s'interroger sur l'articulation entre l'identité nationale, l'identité ethnique et l'identité communautaire dans une région ayant récemment accédé à l'autonomie partielle. À première vue, un télescopage entre ces concepts est inévitable et pour le cerner, Olivette Otele retrace l'évolution du nationalisme gallois et la manière dont il s'est accommodé de ces trois forces potentiellement antagonistes. En somme, obnubilés par des revendications d'ordre culturel, les Gallois auraient négligé la diversité raciale de leur pays, et ce, en dépit d'une histoire qui montre la présence de longue date d'une multiplicité de races. À tel point, d'ailleurs, que l'on peut se demander si cette stratégie n'a pas été sciemment adoptée afin de limiter les avancées du multiculturalisme sur le sol gallois. Ceci paraît flagrant lorsqu'on étudie l'indigence des mesures sociales prises par les pouvoirs publics - et surtout par les collectivités territoriales - en vue d'améliorer l'intégration des minorités. Il a fallu attendre la toute fin du dernier siècle pour que les partis politiques comprennent l'importance des minorités à l'instar du candidat noir plébiscité par *Plaid Cymru* pour défendre ses couleurs au conseil municipal de Cardiff. En plaçant la cause des minorités, le parti nationaliste espère renforcer sa crédibilité par rapport à l'hégémonie du Parti travailliste. Mais *Plaid Cymru* se rend rapidement compte que l'identité galloise est le véritable ciment qui peut transcender les différences entre les différents groupes ethniques et sociaux. De cette manière, au pays de Galles, il semblerait que ce soit l'identité culturelle qui rassemble les différentes populations. Au lieu de masquer les inégalités, elle est inclusive plutôt que d'être exclusive et permet à chaque minorité de revendiquer à la fois sa spécificité et l'identité nationale galloise. Ainsi, *Plaid Cymru* peut se prononcer au nom de tous les Gallois sur une variété de sujets tels que la préférence galloise et la politique étrangère de la Grande-Bretagne. Définir l'identité galloise par opposition à l'identité anglaise est une pratique révolue. Désormais, c'est en tenant compte des différences que l'on pourra continuer de construire une identité galloise, celle qui devra servir non seulement à définir l'avenir, mais également à reconnaître le passé.

Alors que les deux premières contributions abordent la question de l'identité nationale avec un certain optimisme, Catherine Curran-Vigier apporte un éclairage bien différent sur l'attitude du *New Labour* vis-à-vis de la communauté musulmane en Grande-Bretagne. Elle postule que l'hostilité envers les musulmans était présente bien avant

9/11 et 7/7 et que ces événements auraient servi de caution au renforcement des tendances communautaristes du gouvernement de Tony Blair. Selon Catherine Curran-Vigier, au contraire des deux premières contributions, on assiste à l'émergence d'une identité nationale fondée sur des oppositions d'une part et sur l'imposition de valeurs dites « communes » d'autre part. Ainsi, la lutte des valeurs s'est substituée à la lutte des classes, concept devenu, par ailleurs, démodé et stérile. Mais le système de valeurs que le *New Labour* souhaite voir s'imposer est d'inspiration essentiellement économique plutôt que philosophique, éthique ou morale et l'auteur n'hésite pas à le qualifier de « néo-libéral » ; autrement dit, il est défini essentiellement par les sacro-saintes lois du marché. Pour intégrer la « communauté des valeurs » et prétendre donc à la « britannicité », il importe avant tout aux « autres » de se conformer aux exigences économiques dictées par le pouvoir politique. Ces valeurs forment la base de la cohésion nécessaire au nouveau multiculturalisme et constituent le pas principal vers l'accession à la citoyenneté britannique. Toutefois, à force de créer des critères d'inclusion, le *New Labour* a échafaudé un puissant système d'exclusion, illustré par le sort qu'il réserve à la population musulmane. Dans la rhétorique du *New Labour*, bien plus que dans ses actes d'ailleurs, celle-ci est constamment affublée du statut d'étranger. L'étranger doit respecter les us et coutumes de la population qui l'accueille et s'en contenter aux dépens de ses différences identitaires. Si ses propres valeurs, droits et devoirs étaient naguère garantis par l'État, dorénavant, ils sont identifiés et définis par les pouvoirs publics. De cette manière, le *New Labour* peut se prémunir contre la menace de voir se diluer son pouvoir à cause de la multiplication des différentes identités sur le sol britannique. Dans cette perspective, il était indispensable de redéfinir le multiculturalisme pour affaiblir la diversité que les chantres de la mondialisation, dont le *New Labour* pour lequel il s'agit d'une évolution « inévitable » de l'équilibre économique du monde, voudraient réduire à son strict minimum, tant est grande sa volonté de voir tout le monde obéir aux forces du marché. C'est sous la bannière de « *Britishness* » qu'il convient de marcher avec le destin de la mondialisation. Et de conclure que le devoir d'ingérence a souvent été l'occasion idéale d'imposer les vertus de la communauté de valeurs du modèle anglo-saxon à d'autres pays.

Tandis que Catherine Curran-Vigier souligne les divisions profondes qui existent entre les différentes populations au sein de la société britannique, Donia Touihri-Mebarek examine, dans la contribution suivante, la procédure imposée à ceux qui souhaitent acquérir la nationalité britannique. Après avoir décrit les différentes

procédures de naturalisation, Donia Touihri-Mebarek s'attarde sur la législation de 2002 et avance l'hypothèse selon laquelle celle-ci a constitué avant tout une réponse politique à la vague d'instabilité provoquée par les émeutes de 2001. La procédure prévue par cette loi s'apparente de plus en plus à un « examen de citoyenneté » où les candidats doivent se soumettre à des tests censés montrer leur volonté de s'adapter à la vie en Grande-Bretagne et leur aptitude à respecter les critères de citoyenneté établis par les pouvoirs publics. Donia Touihri-Mebarek s'interroge sur la valeur de ces tests de citoyenneté et les confronte aux concepts de « nationalisme civique » et de « nationalisme d'intégration ». Il s'agit là de vecteurs d'identité capables d'améliorer sensiblement la cohésion entre les différentes communautés puisqu'ils mettent en valeur la diversité plutôt que la différence. Ainsi est souligné l'un des points majeurs de cette publication à savoir que le meilleur support de l'identité britannique est sans conteste la diversité culturelle. Pour illustrer ce point, Donia Touihri-Mebarek souligne le concept de « *community cohesion* » qui, dans bien des cas depuis les violences à caractère racial de 2001, a remplacé la « *social cohesion* ». Pour endiguer le phénomène des vies parallèles menées par les différentes communautés, les pouvoirs publics ont essayé de privilégier la notion de « *diversity within unity* ». En vertu d'un certain patriotisme, le sens civique national peut servir de ciment pour rapprocher les communautés les plus variées, quitte à ce que cette unification comporte un certain degré d'uniformisation.

La constitution britannique se caractérise par son « ambiguïté créatrice », véritable leitmotiv de ceux qui voient d'un mauvais œil toute velléité d'imiter les pays dotés d'une constitution fédératrice écrite. Cependant, selon Hugh Starkey, les réformes constitutionnelles mises en place depuis 1997 ont été d'une telle ampleur qu'il a été jugé nécessaire de remettre à l'ordre du jour l'éducation civique dans les programmes scolaires. Celle-ci est censée fournir, entre autres choses, de nouveaux points de repère en matière d'identité nationale, de nationalité et de citoyenneté. L'objectif est aussi de redynamiser le processus démocratique et par là même la cohésion entre les différentes communautés. Hugh Starkey postule que l'un des buts d'un programme d'éducation civique est de permettre à chacun de trouver sa propre place au sein de la société et ainsi d'adhérer à l'identité nationale. Il estime, cependant, que l'ambition de créer une « communauté de communautés » peut également se réaliser grâce à une forme de discrimination positive. Surtout, il conviendrait d'investir dans l'élaboration d'un programme national d'éducation civique au lieu de

laisser chaque institution établir le sien. Par ailleurs, si ce programme n'est pas le fruit d'un travail effectué par les chercheurs en sciences de l'éducation, il y a fort à parier que le pouvoir politique s'en mêlera. Le programme d'éducation civique proposé par le comité en charge du dossier s'inspire très largement du rapport Crick, publié en 1998, dont Hugh Starkey nous propose une lecture. Selon son analyse, malgré l'approche *a priori* multiculturaliste du rapport, il exige des communautés minoritaires une intégration exemplaire au sein de la communauté blanche majoritaire. Dans cette perspective, le multiculturalisme ne tient que grâce à la tolérance des minorités vis-à-vis de la majorité. Il est entendu également que l'enseignement de la citoyenneté dans le cadre d'un programme d'éducation civique permettra d'atténuer les attitudes racistes – et surtout le racisme institutionnel tel que décrit dans le rapport Macpherson suivant la mort tragique du jeune Stephen Lawrence – par le biais d'une meilleure compréhension de la diversité culturelle. Mais il s'avère que peu d'établissements scolaires ont exploité cette possibilité surtout après 9/11 lorsque des préoccupations sécuritaires ont généré un repli identitaire notoire. Suite à 7/7, cette tendance s'est accentuée et a incité Gordon Brown et Tony Blair à souligner les idéaux et valeurs auxquels tout citoyen britannique doit adhérer assortis du « devoir » de s'intégrer. Face à la menace que fait planer l'instabilité de la situation internationale et surtout le terrorisme, le gouvernement fait de cette exigence d'intégration une nouvelle priorité et cherche à modifier l'éducation civique – devenue l'éducation à la citoyenneté – en conséquence. On mise beaucoup sur l'impact positif que la citoyenneté est censée avoir sur la cohésion intercommunautaire et demande que le programme scolaire laisse une grande place au concept de « *Britishness* ». Hugh Starkey constate qu'en dépit de ces bonnes intentions, les moyens nécessaires pour qu'une telle éducation civique soit efficace n'ont pas été créés. Cet enseignement sert, par conséquent, tout au plus à informer plutôt qu'à convaincre.

Maroussia Raveaud se penche sur la mise en application de l'éducation à la citoyenneté telle qu'elle est souhaitée par le *New Labour* dans l'optique de redynamiser l'identité nationale. Elle examine plus particulièrement les obstacles à la mise en place des enseignements correspondant à l'éducation à la citoyenneté. Le constat est cinglant, car l'inspection estime que cette éducation est la matière la moins bien enseignée. Imposé par le ministère sans que la demande émane du corps professoral et sans que les moyens nécessaires ne soient débloqués, la place que doit occuper cet enseignement dans l'espace scolaire est floue et mal définie. Traditionnellement bon nombre d'établissements

scolaires anglais cultivent une identification particulièrement forte des élèves à leurs écoles que cette éducation à la citoyenneté chercherait, ni plus, ni moins, à reprendre à son compte. Dans l'ensemble, les établissements considèrent que les programmes qu'ils proposent suffisent à dispenser une éducation à la citoyenneté et se contentent de cet enseignement passif. Rares sont les établissements qui organisent des cours spécifiques pour répondre aux exigences formulées dans les instructions officielles du ministère. D'où une grande confusion entre objectifs nationaux et pratiques scolaires sur le terrain d'autant que si les instructions officielles sont claires quant aux exigences formelles, elles laissent la plus grande latitude aux établissements pour organiser l'enseignement approprié. L'interrogation majeure consiste à savoir si cet enseignement est fondé sur des considérations morales, politiques ou un mélange savant des deux qui valorise leur complémentarité. Or, il semblerait, d'après les instructions officielles, qu'une moralité exemplaire soit un préalable pour accéder à la citoyenneté et que tout citoyen doit suivre la même conduite dans sa sphère privée ou publique. À force de moraliser le comportement du citoyen, on lui permet d'afficher son appartenance non pas tant à une entité géographique, mais à une communauté. À cet égard, les instructions officielles soulignent l'importance du processus d'identification à la communauté d'appartenance de l'individu – ou du « citoyen » exemplaire – et toute initiative en ce sens est saluée par l'inspection. Dans cet ordre des choses, la nation ne se distingue pas vraiment, car la communauté des valeurs s'étend bien au-delà de ses frontières. Mais 9/11 et 7/7 ont provoqué un repli vers la nation comme entité de référence et de fait, une remise en question du multiculturalisme. Il s'agit désormais de concilier diversité et cohésion, mais surtout de privilégier la notion de « communauté » au sens d'appartenir à un groupe dont les acteurs partagent les mêmes valeurs. La cohésion de « la » communauté devient une priorité, ce qui signale un retour en force de la *Britishness* et, de toute évidence, de l'identité nationale par rapport au multiculturalisme. La nation est de fait (re)devenue une focalisation identitaire majeure ce qui a incité les experts, et notamment Keith Ajegbo, à vouloir inclure cette question dans les programmes d'éducation à la citoyenneté. En revanche, le volet « identité nationale » dans l'éducation à la citoyenneté devra comporter une approche de la diversité la plus large possible pour renforcer l'idée d'appartenir à la communauté plutôt qu'à telle ou telle composante de cet ensemble. Mais il conviendra d'éviter que la communauté « blanche » ne s'impose par rapport à toutes les autres. Ainsi, l'identité nationale sera à la fois le fruit de la diversité et le symbole par excellence de la cohésion. C'est elle qui

doit trouver sa place dans l'équilibre précaire entre le statut légal et le sentiment identitaire du citoyen britannique dont l'adhésion à des valeurs se retrouve parfois ébranlée.

Romain Garbaye brosse un portrait du multiculturalisme en Grande-Bretagne et se demande, compte tenu des conséquences politiques des attentats de 2005, si ce concept n'est pas menacé de disparition. Son analyse prend appui sur les différentes mutations subies par le multiculturalisme en Grande-Bretagne depuis les années 1960 y compris les changements intervenus après les événements de 2005. Si les « acquis » multiculturalistes britanniques semblent toujours intacts, c'est surtout l'« idéologie » multiculturaliste britannique qui a changé sous l'impulsion du *New Labour* même si certains observateurs préfèrent parler d'infléchissement plutôt que de changement en profondeur. Suite aux attentats de juillet 2005, la remise en question du multiculturalisme a eu lieu à tous les échelons et surtout au sommet de l'État. Tony Blair dénonce les dérives extrémistes du multiculturalisme et n'hésite pas à les associer de manière explicite à l'islam. L'intégration prend, par conséquent, une tournure résolument religieuse et de fait, l'ennemi devient l'extrémisme musulman, à la fois sur le sol britannique et dans le monde. Pour justifier l'action de la Grande-Bretagne de part le monde et faire face aux dérives séparatistes des nations périphériques, il convient de développer l'idée selon laquelle le multiculturalisme doit se fonder non pas sur les différences entre les communautés, mais au contraire, sur des valeurs communes, fondamentales et inaliénables. Se dessinent les contours de la grande communauté des valeurs, concept récurrent dans la rhétorique de Tony Blair. Pour sa part, le directeur de la *Equalities and Human Rights Commission*, Trevor Phillips, entend dénoncer le laxisme qui s'est installé, selon lui, au cœur du multiculturalisme britannique. Si fondamentalement les « acquis » multiculturalistes britanniques sont restés intacts, ce laxisme a inexorablement mené à la lente destruction de l'interaction entre les différentes communautés pour aboutir à une situation de quasi ségrégation à l'américaine. Pour répondre à Blair et à Phillips également dans l'optique de renforcer la tolérance de la diversité, certains intellectuels proposent des modèles multiculturalistes plus évolutifs pour la Grande-Bretagne. Dans l'optique d'améliorer l'interaction entre les différentes communautés et partant, la qualité du modèle multiculturaliste britannique, Tariq Modood et Steve Vertovec invitent à tenir compte d'une certaine complexification du « modèle de stratification ethnique » et de la « super diversité » émergente de la population britannique. À première vue, privilégier des valeurs plutôt que des identités peut être perçu comme un recul du

multiculturalisme en Grande-Bretagne. Or, cette nouvelle approche ne remet pas en cause la plupart des « acquis » multiculturalistes britanniques. Elle permet, tout du moins, d'identifier et de condamner les excès les plus néfastes d'un multiculturalisme « paresseux ». Néanmoins, pour que le multiculturalisme britannique retrouve sa pleine crédibilité, il devra agrandir les espaces susceptibles d'accueillir la diversité culturelle britannique en constante évolution.

Marie-Annick Mattioli aborde le débat par le biais de la carte d'identité nationale en indiquant d'emblée que les Britanniques l'ont connue à deux reprises pendant les deux guerres mondiales. Cette association suffit-elle à expliquer l'accueil hostile qu'ils continuent de lui réserver ? Quoi qu'il en soit, le *New Labour* doit en tenir compte dans sa tentative de faire accepter cette carte d'identité par les Britanniques, essentiellement, il convient de le souligner, pour des raisons sécuritaires, voire de surveillance selon ses détracteurs. Marie-Annick Mattioli fait l'historique de la carte d'identité en Grande-Bretagne et conclut qu'elle n'est l'apanage d'aucun parti politique. Une menace sécuritaire suffit pour relancer le débat, qu'il s'agisse de la progression du hooliganisme dans les stades pendant les années quatre-vingt, ou des attentats perpétrés par l'IRA, ou plus tard par Al-Qaida. Ainsi, si le *New Labour* rouvre le dossier peu de temps après sa victoire électorale de 1997, il a fallu attendre 9/11 pour que l'action politique en faveur de la carte d'identité trouve une vraie dynamique. Toutefois, ce n'est qu'en 2006 que la loi sur la nouvelle carte d'identité voit le jour avec l'ambition affichée de renforcer la sécurité tout en protégeant l'identité des Britanniques. Marie-Annick Mattioli explique le fonctionnement de la nouvelle carte, les informations qu'elle contiendra, le fichier national qui la gèrera, les modalités de sa distribution à la population et les objectifs visés par le gouvernement. En revanche, cette carte déclenche des réactions tout à fait paradoxales auprès de la population : lors de la phase d'enquête consacrée à la mise en place de la carte d'identité une grande majorité de Britanniques se déclarent favorables à l'initiative. Pourtant, dès lors que les pouvoirs publics annoncent la mise en circulation de la carte, ils sont nombreux à se dire prêts à s'organiser pour perturber le bon fonctionnement du système. Les réticences exprimées à ce stade concernent le coût de la carte et plus particulièrement le fichier national qui doit en assurer la logistique. Les inquiétudes sont très vives concernant la multitude d'informations qui alimenteront ce fichier, dont certaines semblent dépasser très largement le cadre de l'identité. À cet égard, les pouvoirs publics entretiennent le plus grand mystère autour de l'accès au fichier, ce qui ne peut

qu'alimenter les craintes de le voir mis à la disposition de pléthore de services administratifs dont, bien entendu, la police. Pour finir, la biométrie n'a pas encore fait ses preuves en Grande-Bretagne et suscite la plus grande méfiance de la part de l'opinion publique. Pourtant, le *New Labour* sait que pour réussir son pari et faire accepter sa nouvelle carte d'identité, la technologie qui l'accompagne doit être irréprochable et au-dessus de tout soupçon. Fondamentalement, outre la masse d'informations que cette carte pourra receler sur son détenteur, elle remettra en question la relation entre celui-ci et l'État. L'absence de carte d'identité est synonyme d'un droit à l'anonymat, ce qui pour certains correspond à une revendication identitaire plus crédible qu'une identité imposée pour les besoins d'un fichier. Malgré toutes les réticences exprimées, la carte d'identité fera bientôt partie du paysage en Grande-Bretagne et commencera, alors, un apprentissage difficile que de nombreux autres pays ont déjà connu.

Dans la contribution suivante, Emma Bell s'interroge sur la communication organisée par le *New Labour* autour de la définition de l'identité nationale. Alors que les dirigeants du parti voudraient que celle-ci soit résolument associée à un pays progressiste, moderne et tolérant, Emma Bell estime que la réalité est quelque peu différente. Selon elle, l'État britannique devient de plus en plus pénal, carcéral et punitif et l'identité nationale s'en ressent forcément. Dans un premier temps, Emma Bell examine la situation carcérale et, statistiques à l'appui, démontre que tout en étant très loin des niveaux records atteints aux États-Unis, la Grande-Bretagne affiche le plus fort taux d'incarcération d'Europe. Cette situation ne peut pas être exclusivement imputée au *New Labour* mais il n'en reste pas moins que depuis 1997, l'arsenal punitif de l'État a été renforcé. On peut se demander si cet élan punitif ne correspond pas à la nouvelle identité nationale que le *New Labour* essaie de (re)façonner depuis son arrivée au pouvoir. Elle est fondée sur le partage de certaines valeurs fondamentales – plutôt que des droits – et participe d'un « nationalisme civique ». En raisonnant ainsi, on évite les très épineuses références aux différentes races, communautés et ethnies dans le débat sur l'identité nationale. En revanche, l'image d'un pays progressiste et tolérant ne doit pas cacher les avancées insidieuses de l'État punitif disposé à sanctionner sévèrement ceux qui se retrouvent exclus de la communauté des valeurs dominante. Si la Grande-Bretagne est un pays tolérant, c'est parce que la majorité qui en bénéficie est disposée à cautionner un système punitif sévère. En revanche, cette attitude peut être qualifiée d'« intolérante » par bon nombre de personnes qui ne partagent pas les mêmes valeurs que celles mises en

avant sans cesse par les pouvoirs publics. En outre, à force de verser sciemment dans l'émotionalisme, le gouvernement britannique crée une communauté dominante trop homogène et par conséquent trop exclusive des autres. Les jeunes seraient particulièrement concernés et leur démonisation contraire à la tolérance symbolisée par « *Cool Britannia* ». À force d'essayer d'unifier les Britanniques, Emma Bell a l'impression que l'État répressif engendré par le *New Labour* a plutôt réussi à les diviser.

Serge Auffret évoque, pour sa part, les grands espoirs fondés, dès 1997, sur le *New Labour* au premier rang desquels l'identité nationale refaçonée selon une nouvelle éthique. Très tôt, cependant, celle-ci souffre des affaires dans lesquelles le gouvernement s'enlise, tant sur le plan national qu'international. Les conséquences sont d'autant plus désastreuses que le *New Labour* considère que sa politique étrangère doit être le reflet de sa politique menée sur le sol britannique. Dans cette perspective, l'éthique de Tony Blair et de son parti prend une dimension globale dans la mesure où l'un des buts de l'ingérence humanitaire est d'agrandir la communauté des valeurs, d'exporter celles-ci hors des frontières de la Grande-Bretagne. L'identité nationale trouve ainsi une expression à travers la politique étrangère menée par le gouvernement britannique et revêt forcément des caractéristiques interventionnistes et internationalistes. Il n'en reste pas moins que l'internationalisme du *New Labour* ne s'est pas encore remis des analyses très négatives de l'intervention militaire en Irak. À tel point d'ailleurs, que de nombreuses voix se sont élevées pour exiger que si le gouvernement britannique cherche à reconstruire une identité nationale, celle-ci devra être fondée sur des valeurs universelles et inaliénables, plutôt que sur des valeurs étroitement britanniques. Ceci amène Serge Auffret à s'interroger sur la place de la religion - ou l'absence de religion - dans le débat sur l'identité nationale tout en sachant que l'émergence d'un « islam britannique » a rendu ce débat complexe et difficile. La ferveur religieuse du Premier ministre lui-même a indéniablement joué un rôle dans la place accordée à la religion dans le débat sur l'identité nationale ne serait-ce que la mise en valeur de la cohésion interreligieuse, et ce, tout particulièrement en temps de guerre. Les convictions religieuses personnelles de Tony Blair ne doivent pas être sous-estimées même si une identité chrétienne est fortement revendiquée par la population lors des recensements. Et de conclure qu'un gouvernement peut accompagner la construction d'une nouvelle identité nationale mais ne peut pas l'imposer et encore moins croire qu'il suffit de légiférer pour lui donner corps.

Guillaume Clément s'appuie sur la « *Britpop* » - la musique populaire britannique - pour analyser l'identité nationale. Il se demande, cependant, quelles sont les motivations du *New Labour* de vouloir à tout prix s'associer à la « *Britpop* » étant donné que cette vague musicale a tendance non seulement à renvoyer à des clichés d'une époque révolue, mais aussi à réduire l'identité britannique à sa dimension anglaise, limitant par là même l'universalité des valeurs qu'elle est censée véhiculer. La renaissance de la culture musicale populaire en Grande-Bretagne s'intègre parfaitement dans le phénomène de *Cool Britannia* qui correspond à l'image d'un pays jeune et dynamique que le *New Labour* s'efforce de prendre à son compte. Les nouveaux artistes majeurs se revendiquant de la « *Britpop* » ont tendance à exagérer leur britannicité, par opposition à l'influence musicale américaine et pour tirer une certaine gloire des groupes mondialement connus (the Beatles, the Rolling Stones...). Dans son étude des paroles des nouveaux groupes de la « *Britpop* », Guillaume Clément souligne leur penchant prononcé pour les références à l'Angleterre plutôt qu'à la Grande-Bretagne à tel point que l'anglocentricité des paroles peut se confondre avec le patriotisme des chanteurs. Il en va de même dans les images utilisées pour la promotion de leur musique, l'*Union Jack* n'étant plus l'apanage des partis politiques aux tendances nationalistes exacerbées. Dans cette logique, *Cool Britannia* semble le moyen parfait pour le *New Labour* de récupérer la nouvelle image de marque de l'identité nationale. Obnubilé par son image non seulement auprès de son électorat mais bien au-delà des frontières du pays, le *New Labour* n'hésite pas, de surcroît, à évoquer la simultanéité entre sa propre renaissance et celle de l'identité britannique. Ainsi, être étroitement associé au renouveau de l'identité nationale, quand bien même il s'agirait d'une identité retrouvée, lui convient parfaitement car cette démarche lui permet à la fois de rompre avec la tristesse de ses prédécesseurs tout en revendiquant un passé glorieux pour proposer son action future. Cependant, à force de renvoyer à des clichés de la vie britannique, la « *Britpop* » moderne verse dans une vision assez étriquée du renouveau et de la modernisation souhaités par le *New Labour*. Si l'euphorie qui accompagna l'arrivée au pouvoir du *New Labour* a pu entretenir un certain temps l'image de *Cool Britannia*, la réalité de l'exercice politique, elle, a rapidement abouti à un essoufflement de cet élan qui a amorcé son déclin dès le lendemain des élections de 1997.

L'analyse de Jean-Philippe Fons concerne d'une part l'impact de la nouvelle gestion publique du *New Labour* sur la relation entre citoyen et État et les conséquences de cette stratégie économique sur l'identité nationale. D'autre part, pour légitimer la puissance publique au sein de

l'État-providence en évidente perte de vitesse, le *New Labour* a cherché à améliorer la responsabilisation des différents partenaires impliqués. Cette démarche passe par une évaluation individualisée des besoins et des réponses possibles et s'inscrit – troisième voie oblige – dans une logique qui vise à mettre un terme à l'antagonisme jugé obsolète et stérile entre secteur public et secteur privé. Pour s'assurer du soutien de l'opinion publique le secteur associatif est étroitement lié à ce choix de gouvernance caractérisé par l'*empowerment*, où l'usager - le citoyen actif - est investi d'un certain pouvoir dans sa gestion des services publics auxquels il peut prétendre. Mais les partenariats qui s'instaurent entre les secteurs publics, privés et associatifs ont tendance à dénaturer ce dernier dans la mesure où il doit intégrer les modes opératoires du monde des affaires, un monde qui jusqu'alors lui était étranger. De la même manière, quand bien même le *New Labour* s'efforcerait de conjuguer les forces des secteurs privés et publics au sein de partenariats, les bases idéologiques et philosophiques des deux restent bien distinctes. Cette distinction fondamentale semble résister au temps, tandis que le système de valeurs et l'identité collectivistes fluctuent en fonction du rapport créé entre l'État et l'individu, que celui-ci soit citoyen, consommateur ou simple électeur. Ainsi, l'identité de fond ne change pas, tandis que l'identité de forme, elle, est fonction de la relation que le gouvernement souhaite créer entre l'État, dont il est le garant, et la population, dont il est responsable. Jean-Philippe Fons constate que si l'individualisation de la participation à la vie collective est devenue la norme, les valeurs de fonds n'ont guère changé. La « nouvelle » identité britannique peut donc aisément se confondre avec l'« autre » identité britannique, là où économie de marché et démocratie participative se rencontrent dans une dynamique identitaire.

Keith Dixon aborde le débat en examinant les différentes visions de l'identité nationale proposées par l'ancien Premier ministre Tony Blair et le nouveau, Gordon Brown. Dans bien des domaines, le « Brownisme » et le « Blairisme » se ressemblent, qu'il s'agisse de politique économique, largement élaborée par Brown pendant les mandats de Blair, où l'interventionnisme humanitaire, que l'ancien Chancelier n'a jamais vraiment contesté. Pourtant s'il est un domaine où des différences sont clairement perceptibles, c'est bien la question de l'identité nationale. Afin d'amadouer les esprits nationalistes les plus rebelles dans les nations périphériques, Blair opta pour la dévolution. Il semblerait, cependant, que contrairement aux attentes du *New Labour*, l'indépendance partielle acquise ait ravivé les sentiments nationalistes et donné une tribune aux partis politiques pour formuler leurs

revendications. Or, celles-ci ne sont pas forcément en accord avec le projet néo-travailliste ce qui peut expliquer la promptitude avec laquelle le *New Labour* a essayé de refaçonner l'identité nationale, l'objectif étant de circonscrire tout excès de velléités nationalistes, voire de séparatisme. C'est essentiellement au niveau de l'internationalisme que la conception de l'identité nationale de Blair et de Brown diffère. Tandis que Blair évoque la contribution de la britannicité à la communauté internationale, Brown est plus enclin, pour construire la base théorique de sa réflexion, à se référer aux valeurs historiques que l'on peut y associer. Keith Dixon émet des doutes, cependant, quant à la pertinence des valeurs « historiques » évoquées par Brown, voire à sa façon d'interpréter l'histoire malgré sa formation et son expertise dans ce domaine. Brown cherche à réactualiser l'adage selon lequel l'« union fait la force », estimant que les revendications identitaires des nations périphériques ont suffisamment progressé pour satisfaire, ne serait-ce que temporairement, les nationalistes sans mettre en péril le Royaume-Uni, l'*Union Jack* étant un thème cher aux travaillistes. Le nouveau Premier ministre sait qu'il a besoin de cette union retrouvée pour continuer le vaste programme de réformes entrepris par le *New Labour*. Mais ce n'est pas sûr que l'appel à l'unité formulé par le *New Labour* soit entendu par les nations périphériques, malgré d'évidentes avancées enregistrées en ce qui concerne leur autonomie. L'Angleterre pourrait s'en retrouver encore plus isolée, voire dépourvue d'une force capable de l'unifier de l'intérieur. Ainsi, la démarche de Brown pourrait aboutir à une réhabilitation d'une certaine anglicité au dépens de la britannicité revendiquée.

Dans la contribution suivante, Gilles Leydier s'intéresse plus précisément à la manière dont le nouveau Premier ministre britannique aborde la question de l'identité britannique. À force de vouer une véritable passion à la question de l'identité, au point d'en faire le pivot des choix politiques du *New Labour*, Gordon Brown a fini quelque peu par renforcer le pessimisme ambiant qui entoure ce concept. Selon lui, il ne s'agit pas de réinventer l'identité britannique, mais de la redécouvrir par le biais des valeurs intrinsèques qu'elle recouvre et qui se retrouvent, selon Brown, dans le triptyque d'idéaux, « liberté, responsabilité et justice ». L'originalité britannique tient d'un mélange subtil de ces trois idéaux qui fait de la nation la « boussole morale » d'un monde en constante mutation au gré de la globalisation de l'économie. Si le *New Labour* veut continuer son programme de réformes, la stabilité créée par le consensus autour des valeurs véhiculées par l'identité britannique lui sera fort utile. Mais l'engouement de Brown pour le thème de l'identité

britannique ne se limite pas au destin de son parti : avant d'accéder au poste de Premier ministre, l'ex-Chancelier, de par ses origines, avait besoin de rassurer l'électorat anglais par rapport à sa propension à endiguer l'élan séparatiste écossais. En soulignant son attachement à la britannicité, il donne des garanties quant à la future - sous sa houlette s'entend - intégrité territoriale multinationale du Royaume-Uni. Cette démarche lui permet d'étoffer sa crédibilité politique personnelle et de s'éloigner de sa propre identité unidimensionnelle de Chancelier préoccupé exclusivement par la bonne marche de l'économie britannique. Ainsi, en vertu du consensus identitaire construit autour de l'identité nationale, la troisième voie de son prédécesseur se voit emboîter le pas par la *British way* de Brown. Cette démarche est censée redynamiser le projet global du *New Labour* qui peut de nouveau inscrire son action dans l'élan des idées progressistes. Mais Brown a tendance, pour appuyer ses thèses sur l'identité nationale, à verser dans la lecture parcellaire de l'histoire britannique occultant, par là même, le pays de Galles ou l'Irlande pour réduire la Grande-Bretagne à un partenariat somme toute imaginaire entre l'Écosse et l'Angleterre. En conséquence, le discours de Brown sur l'identité nationale vise essentiellement les classes moyennes anglaises et écossaises plus réceptives à l'idée de voir émerger un nationalisme civique plus fédérateur, à leurs yeux, que les autres dont la légitimité est fondée principalement sur le séparatisme. La démarche de Brown est caractérisée aussi par un sens moral et éthique aigu, héritage sans nul doute de sa formation d'historien averti, ce qui explique son penchant pour une citoyenneté « active », capable de contrebalancer les effets les plus pernicioeux de la société marchande, voire de marché. D'où sa mise en avant de la communauté des valeurs, conformément au modèle américain auquel il voue un intérêt tout particulier. Enfin, Gilles Leydier souligne l'autre curiosité historique de l'approche de Brown, notamment sa façon de constamment superposer l'Angleterre à la Grande-Bretagne dans sa théorisation de l'identité nationale. S'agit-il d'un brouillage entre État et nation ou tout simplement de la réduction de l'identité britannique à un « état d'esprit » ? Si tel est le cas, Brown souhaiterait le mettre au service de l'unité au sein de la Grande-Bretagne où, selon lui, le communautarisme politique n'a pas lieu d'exister.

Virginie Barrier-Roiron analyse la place accordée par le *New Labour* à l'identité nationale dans le monde et insiste sur l'importance que les nouveaux travaillistes attachent à la communication dans ce domaine. Elle considère que les travaillistes de Tony Blair sont très préoccupés par l'image de la Grande-Bretagne dans le monde et que

grâce aux valeurs morales qu'elle véhicule, ils n'hésitent pas à engager l'identité nationale dans la formulation de la politique étrangère. Pour le *New Labour*, si on souhaite réaffirmer le rôle de la Grande-Bretagne en tant que grande puissance mondiale, il est indispensable de se décomplexer par rapport au passé impérial. À cet égard, c'est la relation que la Grande-Bretagne entretient avec le Commonwealth qui, selon Virginie Barrier-Roiron, est déterminante dans la réhabilitation de l'identité nationale britannique dans le monde. Pour analyser ce postulat, elle compare l'approche choisie par Harold Wilson à celle du *New Labour* de Tony Blair. Wilson souhaitait redéfinir le rapport de la Grande-Bretagne à l'héritage colonial et au Commonwealth pour que l'identité nationale soit réhabilitée dans un contexte résolument post-colonial. Ce repositionnement fait que le Commonwealth devient le vecteur idéal pour diffuser les valeurs « universelles » que l'on retrouve dans le discours de Tony Blair. Celui-ci considère, en effet, que la Grande-Bretagne est un partenaire privilégié du Commonwealth dans la mesure où depuis l'intérieur de cette entité, elle peut servir de pivot entre les différentes sphères d'influence de la géopolitique. Ce travail de réhabilitation du rôle joué par les Britanniques dans le monde avait été amorcé par Wilson soucieux de préserver, lors de la transition vers un monde post-colonial, les valeurs fondamentales défendues par la Grande-Bretagne. Il n'empêche que celles-ci sont à l'origine d'une affection nostalgique est indéfectible affichée par l'opinion publique par rapport à la période impériale que les travaillistes, anciens et nouveaux, ne rechignent pas à exploiter. En tout cas, la communauté internationale fondée sur des valeurs mises en avant par Tony Blair s'inspire très largement de cet attachement alors que l'action de son gouvernement dans le monde renvoie à des pratiques impérialistes qu'on pensait appartenir à une époque révolue. Le *New Labour* semble les assumer pleinement revendiquant à mots à peine couverts la supériorité des valeurs occidentales, celles qui cautionnent son unilatéralisme à tel point, d'ailleurs, qu'il s'affranchit trop allègrement du droit international. Si le *New Labour* inscrit son action internationale dans l'internationalisme travailliste, c'est pour préserver les valeurs britanniques ancrées dans l'héritage impérial. Mais à force de promouvoir sa vision d'une communauté des valeurs, le *New Labour* finit par l'imposer : son internationalisme se confond ainsi avec sa volonté de privilégier les intérêts nationaux et partant, la vision d'une identité nationale structurante pour l'ensemble de la communauté internationale.

Karine Tournier-Sol se penche sur la manière dont le *New Labour* s'est employé à concilier l'identité britannique et l'identité européenne.

Dès son arrivée au pouvoir, le *New Labour* affiche une rupture claire par rapport à ses prédécesseurs en montrant ouvertement son enthousiasme par rapport à l'Europe. Pour réconcilier les Britanniques avec l'Europe, Tony Blair mise sur la promotion de la complémentarité entre les deux identités, cette approche s'inscrivant dans la modernisation – leitmotiv chez le *New Labour* – des rapports entre la Grande-Bretagne et ses partenaires dans le monde. Il n'empêche que ce rapprochement ne perd jamais de vue l'intérêt national britannique et par là même, l'intégrité de l'identité nationale. À cet égard, Tony Blair défend l'idée selon laquelle l'Europe doit à tout prix être un conglomérat d'états nations dont le nombre croissant empêchera une intégration trop contraignante. À la condition de jouer un rôle très actif au sein de l'Union Européenne, la Grande-Bretagne pourra contribuer à la façonner selon ses propres valeurs, identité et image, au lieu de la subir. D'où un certain acharnement de la part de Blair à occuper le terrain sur les questions européennes de manière à agir plutôt que de subir, mais également pour défendre l'intérêt national au sein de la communauté, au lieu d'agir depuis la périphérie. Il est clair, toutefois, que la préférence indéniablement atlantiste de Tony Blair a considérablement nui à la crédibilité de ses ambitions d'intégration européenne. Il en va de même quant à l'intégration de la Grande-Bretagne dans la zone euro. Si au début on invoque des raisons économiques pour retarder l'entrée, on sait que l'opinion publique ne souhaite aucunement renoncer à la livre sterling, symbole par excellence de l'identité nationale. La dynamique du rapprochement avec l'Europe s'en trouve amoindrie, et l'identité britannique toujours en quête de sa dimension réellement européenne. Les années Blair coïncident également avec la montée en puissance du *United Kingdom Independence Party* (UKIP), ce qui traduit, sans doute, une certaine réaction nationaliste par rapport à l'ambition travailliste de donner une dimension européenne à l'identité britannique. Même si le rapprochement avec l'identité européenne n'a pas convaincu les Britanniques, l'Europe semble paradoxalement s'être convertie aux aspirations idéologiques formulées par les travaillistes et surtout par Tony Blair. Celui-ci peut donc se féliciter d'avoir convaincu ses partenaires européens du bien-fondé de l'intégration de la Grande-Bretagne. Toutefois, l'incompatibilité entre les deux identités révélée par les sondages d'opinion l'a obligé à battre en retraite sur la question ce qui peut expliquer l'approche plus économique que philosophique adoptée par Brown depuis son arrivée au poste de Premier ministre.

Il ressort de ces contributions que l'identité britannique échappe aux tentatives dont l'ambition affichée est de la cerner de trop près. Elle

T. Whitton : Introduction

mérite, en effet, d'être l'un des fleurons de l'ambiguïté constructive qui caractérise un pays attaché à des valeurs en constante mutation, plutôt qu'à des identités figées, aussi variées soient-elles. Pour définir ces valeurs, tout absolutisme est à proscrire car il ne peut pas tenir compte de la très vaste diversité culturelle qui se trouve sur le sol britannique. Or, c'est justement celle-ci qui peut forger la cohésion capable de refaçonner un sentiment d'appartenance. Si l'adage selon lequel « l'union fait la force » est toujours d'actualité, on pourrait l'assortir d'une autre réalité qui s'impose aux Britanniques, notamment, « la diversité fait la force » mais à la condition de l'aborder avec l'intelligence d'une grande nation, plutôt qu'avec l'étroitesse d'esprit d'un petit pays.

OBSERVATOIRE
DE LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE

Le New Labour et l'identité britannique

Dans sa volonté de créer une société « inclusive » Tony Blair se devait d'envoyer un nouveau signal aux exclus, aux immigrants, aux minorités ethniques et aux nations périphériques.

Les notions d'identité nationale et de « Britishness » sont en effet au coeur du débat politique, surtout depuis l'accession à l'autonomie - même partielle - de trois des quatre « nations » britanniques : l'Ecosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord.

Le débat sur la « britannicité » a été relancé après 9/11 et surtout 7/7, événements qui ont ébranlé en Grande-Bretagne les certitudes « multiculturalistes ».

Dans le contexte de la globalisation, la page post-impériale semble avoir été définitivement tournée et la « mission nationale » s'inscrit non plus dans un passé glorieux mais dans l'action future.

De quelle manière le New Labour a-t-il répondu à ces transformations et ces interrogations, et quelle vision de l'identité britannique propose-t-il ?

Quel crédit faut-il accorder à Gordon Brown lorsqu'il revendique l'exemplarité du Royaume-Uni et suggère que ce dernier a un message original à offrir au monde, en raison de son caractère unique d'État à la fois multiculturel, multiethnique et multinational ?

12 euros

ISBN : 2-9526-3754-7



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

UNIVERSITÉ du SUD

